



GAËTAN LEVITRE ECRIT AU PREMIER MINISTRE

OBJET : RÉFÉRENDUM CITOYEN SUR LE DEVENIR DE LA POSTE.

Mesdames, Messieurs,

Voici ci-dessous la lettre que Gaëtan Levitre, Conseiller général, a adressé au Premier Ministre. Il souhaite, comme tous les progressistes de notre territoire, que la victoire de cette votation citoyenne contre la privatisation de La Poste devienne une grande victoire caractérisée par le retrait de ce projet démentiel.

« Monsieur le Premier Ministre,

La votation citoyenne sur la privatisation de La Poste a rencontré un succès formidable avec plus de 2 millions de votants.

Dans les villes, les campagnes, des citoyens de toutes sensibilités politiques se sont mobilisés pour la défense du service public postal.

Ils ne méritent pas le mépris exprimé par certains membres de la majorité.

Les français ne vous croient plus ; ils ont bien compris qu'à chaque fois, le même mode opératoire, le passage à un statut de droit privé, conduisait inéluctablement à la privatisation.

Ils se souviennent des engagements non tenus sur France télécom et sur gaz de France.

Les français refusent ces privatisations car ils en mesurent les dégâts : dégradation du service à l'utilisateur, licenciements hausse des prix, inégalités entre les territoires.

Le seul objectif est la hausse du capital de La Poste, de conquérir de nouvelles parts de marché à

l'international et accroître les dividendes des actionnaires.

Alors que toutes les Lois d'application de la dernière réforme constitutionnelle ont été déposées, le référendum d'initiative citoyenne n'est toujours pas à l'ordre du jour. Aucune complexité technique ni aucun hasard de calendrier ne le justifie.

Monsieur le Premier ministre, craignez-vous l'avis des français ?

Cette réforme, bien qu'imparfaite, doit venir devant le parlement sans délai et la Loi postale doit être retirée !

A défaut, Monsieur le premier ministre, et sans attendre, je vous demande, comme l'ont déjà fait les députés communistes, républicains, du parti de gauche, d'organiser un référendum sur le service public postal sur la base de l'article 11, comme la constitution vous y autorise.

Vous ne pouvez pas à nouveau contourner l'avis du peuple, Monsieur le Premier Ministre.

Allez donc à sa rencontre en organisant ce référendum d'initiative populaire ».

Gaëtan Levitre,
Conseiller général,
Maire d'Alizay,
Président des Elus communistes
et républicains du canton de Pont-de-l'Arche.

UN ATELIER OUVERT A TOUS LES PARTIS DE GAUCHE : EMPLOI ET ÉCONOMIE.



Mercredi 28 octobre avait lieu notre atelier « emploi et économie » à Louviers.

Une initiative proposée par le Parti communiste français et qui a remporté son succès puisqu'une trentaine de personnes a répondu présent à notre invitation.

Démocratie participative oblige, la parole fut d'or. Chacun d'entre nous exposa sa vision pour l'avenir de notre pays et surtout de notre Région.

Malgré la volonté d'ouverture et de assemblément des communistes du territoire, force est de constater que tout le monde n'a pas joué le jeu de la confrontation d'idée. Aussi, nous regrettons bien évidemment l'absence très remarquée des représentants du PRG et des Verts.

Christian Renoncourt représentait le PS ; Hervé Castel le MRC ; Pierre Vandevorde le NPA.

Nous organiserons régulièrement et avec toutes celles et tous ceux qui veulent faire de la politique autrement d'autres rendez-vous de ce type.

ERIC BESSON : IL FRANCHIT LA BARRIÈRE DE L'INACCEPTABLE.

Pour masquer l'échec de sa politique, Nicolas Sarkozy a décidé de faire une nouvelle fois monter en ligne son petit ministre des sales besognes, pour cette fois redéfinir « ce que c'est qu'être français ? ». Un colloque de synthèse aurait lieu en février sur le sujet !

On croît rêver, mais c'est plutôt un cauchemar.

Peut-être le ministre espère-t-il y décréter ce qui distinguera les « bons » des « mauvais » Français. C'est inacceptable, c'est le retour du pétainisme le plus nauséabond.

En renvoyant, vers une mort probable, 3 Afghans dans leur pays en guerre, Eric Besson vient déjà de piétiner l'une des traditions fondatrices de notre République, le droit d'asile.

Ira-t-il jusqu'à inventer le livret du bon français, délivré en Préfecture par le ministère de l'Identité nationale ? A quand les meetings de l'UMP où l'on entonnera « Maréchal nous voilà ! » ?

Les propos du ministre sont scandaleux. Ils sont indignes de la France et de ses valeurs républicaines d'Egalité, de Liberté et de Fraternité. La limite du supportable est dépassée.

